



**NATIONS UNIES**

# **COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE**

## **RAPPORT ANNUEL**

**(30 mars 1960 — 15 mai 1961)**

**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

**DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-DEUXIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 4**

**NEW YORK**

aura lieu, aux cycles d'études ou réunions chargés d'étudier les problèmes sociaux du développement.

13 mai 1961.

**210 (IX). Décentralisation des activités économiques et sociales des Nations Unies et renforcement des commissions économiques régionales**

*La Commission économique pour l'Amérique latine*

*Considérant :*

a) Que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, à sa quinzième session, la résolution 1518 (XV) par laquelle elle a pris des mesures pour la décentralisation des activités des Nations Unies en matière économique et sociale et pour le renforcement des commissions économiques régionales,

b) Que le Conseil économique et social a adopté la résolution 793 (XXX), relative à la décentralisation des activités et opérations et à l'avantage qu'il y a à recourir dans toute la mesure du possible aux services des commissions économiques régionales, surtout pour ce qui est de la préparation et de l'exécution des programmes destinés à faciliter le développement régional dans le domaine économique et social,

c) Que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a soumis à l'examen de la Commission, à la présente session, le document E/CN.12/564, par lequel il demande l'avis des Gouvernements membres sur les moyens propres à renforcer les commissions économiques régionales et à augmenter leur participation aux programmes d'exécution,

d) Que le Secrétaire exécutif de la Commission a présenté, à la présente session, le document E/CN.12/599 dans lequel il soumet à l'examen de la Commission un plan général en même temps que des mesures concrètes initiales en matière de décentralisation des programmes destinés à faciliter le développement économique régional,

*Considérant :*

a) Qu'à plusieurs reprises, les gouvernements membres ont signalé les avantages qu'il y aurait à recourir le plus activement possible aux services de la Commission et à procéder à la décentralisation des programmes d'assistance technique des Nations Unies<sup>36</sup>,

b) Que les ressources financières disponibles pour les programmes d'assistance technique ne sont pas suffisantes pour mettre en œuvre tous les projets auxquels s'intéressent les gouvernements membres et qu'il faut par conséquent faire périodiquement un choix des projets qui présentent le plus d'intérêt pour le développement économique et assurer l'exécution la plus efficace des projets au moyen d'une évaluation continue des résultats,

c) Que les connaissances et l'expérience du Secrétariat de la Commission doivent être mis à profit dans toute

la mesure possible, tant pour l'élaboration des projets que pour leur exécution,

d) Qu'il faut donner au Secrétariat de la Commission les ressources nécessaires en personnel pour qu'il puisse rendre ces services avec toute l'efficacité nécessaire,

*Décide :*

1. De prendre note avec satisfaction de la résolution 1518 (XV) de l'Assemblée générale et de la résolution 793 (XXX) du Conseil économique et social, du document présenté sur cette question par le Secrétaire général (E/CN.12/564) et du rapport présenté par le Secrétaire exécutif (E/CN.12/599) ;

2. D'exprimer sa reconnaissance à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social pour les mesures qu'ils ont prises en vue de la décentralisation des activités économiques et sociales des Nations Unies et du renforcement des commissions économiques régionales ;

3. De partager l'avis du Secrétaire général selon lequel il faudrait, pour intensifier la participation de la CEPAL aux opérations des Nations Unies, augmenter ses ressources en personnel si on le juge nécessaire (voir E/CN.12/564, par. 5A) ;

4. De recommander au Secrétaire général de mettre à exécution la décentralisation envisagée et de négocier devant les organes compétents des Nations Unies l'octroi des ressources indispensables pour créer au sein du Secrétariat de la Commission un groupe des opérations d'assistance technique et le pourvoir des fonctionnaires spécialisés nécessaires pour préparer les projets d'assistance technique et suivre leur exécution dans la forme proposée par le Secrétaire exécutif.

13 mai 1961.

**211 (IX). Coopération avec l'Organisation des Etats américains et la Banque interaméricaine de développement**

*La Commission économique pour l'Amérique latine*

*Prend note* avec satisfaction de la création d'un Comité spécial de coopération composé du Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, du Président de la Banque interaméricaine de développement et du Secrétaire exécutif de la CEPAL,

*Reconnaît* que, lors même que les trois organisations gardent leur indépendance et leur liberté d'action, les arrangements de travail prévus dans l'accord et reproduits dans le document E/CN.12/601 constituent une base adéquate en vue d'intensifier les efforts de coopération que les trois organisations déploient pour aider les gouvernements à accélérer leur développement économique et social,

*Appuie* cet accord, étant entendu qu'il s'agit d'un instrument flexible qui pourra être modifié à la lumière de l'expérience,

*Recommande* au Secrétariat de la CEPAL de proposer à ce comité de maintenir, dans son œuvre de coopération et de coordination, un contact étroit avec les organismes spécialisés des Nations Unies qui fonctionnent en Amérique latine, et de coordonner les activités

<sup>36</sup> Voir la résolution de la Commission en date du 20 juin 1950 (E/CN.12/192), rappelée dans les résolutions 12 (IV), 39 (AC.16), 85 (VI), 110 (AC.34), 125 (VII) et 144 (AC.40).